

*L'Adresse—M. McCain*

aient aussi polluer l'air et l'eau des lacs au moyen des gaz d'échappement de leurs appareils. Le prétexte, évidemment, est de préparer les pilotes à échapper aux radars en volant à basse altitude au-dessus des collines de l'Europe orientale et jusqu'en Union soviétique. Autrement dit, il s'agit de leur montrer comment aller frapper l'ennemi au coeur, comme disent les Américains, ce qui est un euphémisme pour désigner une stratégie de première frappe.

Depuis des années, les autochtones de cette région se battent pour obliger le gouvernement à reconnaître leurs droits territoriaux et pour pouvoir exercer sur leurs territoires les mêmes droits qu'autrefois. Pourtant, le gouvernement leur oppose une fin de non-recevoir, et même lorsqu'un vaste gisement de minerai de fer a été mis en exploitation, il n'a à peu près rien fait pour s'assurer que les gens qui ont vécu si longtemps dans cette région puissent en tirer leur subsistance. En fait, la compagnie qui exploitait ce gisement dans une région du Labrador a décidé de mettre fin à son activité peu après que le président canadien de cette filiale américaine eut décidé de se lancer en politique et de devenir le premier ministre du Canada. Maintenant que ces personnes ont été privées de ce moyen de subsistance, on veut les forcer à se faire coupeurs de bois et porteurs d'eau ou peut-être même employés à la cafétéria de cette base de l'OTAN que le gouvernement tente d'attirer au Labrador en dépensant peut-être 100 millions de dollars de deniers publics.

• (1550)

Le gouvernement et la population du Canada se doivent de respecter toutes les cultures du pays, non seulement la française, l'anglaise, l'italienne, la chinoise, l'ukrainienne et les autres cultures d'immigrants, mais également celles des peuples qui étaient ici des milliers d'années avant que nos ancêtres n'arrivent. Il y a un an, lors d'une brève audience d'un comité tenue à Yellowknife, le gouvernement a entendu les représentants de la Nation dénée et de l'Association des Métis demander une politique de défense et une politique étrangère de non-alignement. Pendant des générations et des siècles, ces peuples se sont efforcés de vivre en harmonie avec leurs voisins et de ne pas polluer ni détruire les terres où ils vivent. Ce n'est pas de gaieté de coeur qu'ils lient leur sort à une économie cyclique alternant l'essor et le marasme et qui repose sur la compétition et la guerre. Nous devrions nous rendre à leur sagesse et examiner sérieusement leur demande. Est-il vraiment nécessaire pour le Canada de suivre l'une des deux superpuissances militaires?

Un autre comité a été saisi de représentations semblables de la part d'un groupe qui parlait de Goose Bay. Dans son rapport déposé à la fin de juin, le comité permanent de l'environnement et des forêts a adressé au ministre de la Défense nationale (M. Beatty) une motion dans laquelle il lui enjoignait de faire cesser immédiatement les vols militaires à basse altitude au-dessus de la Côte-Nord et du Labrador, afin d'étudier sans tarder les effets de ces vols sur l'environnement des régions en question. Le comité où, bien entendu, les ministériels formaient la majorité, a examiné les protestations des autochtones contre la pollution et le dérangement que provoquent les avions volant à basse altitude. Voilà ce que le comité a recommandé au ministre de la Défense nationale.

Le délai de 120 jours dont disposait le ministre pour répondre au comité vient tout juste de prendre fin. J'espère qu'il nous dira sous peu s'il respecte l'avis du comité et les revendications des personnes en cause. En demandant au ministre de faire cesser les vols et d'étudier la question, le comité s'est donc porté à la défense de Canadiens qui veulent protéger le territoire national.

Le gouvernement québécois a adopté une position similaire. Il n'attendra pas que le Cabinet fédéral ordonne enfin la tenue d'une enquête mais procédera lui-même à la sienne, puisque le programme de vols à basse altitude ne menace pas que le Labrador mais aussi certaines régions du Québec. Les chefs de file religieux de la région de Goose Bay et d'ailleurs se sont demandé publiquement à qui profiteraient les 500 millions de dollars et plus qui seraient consacrés à la base de l'OTAN et si, dans un monde où règne la famine, il convenait de dépenser autant pour l'armement.

Le ministre de la Défense nationale et l'armée croient, bien sûr, défendre le Canada. C'est justement ce que de nombreux Canadiens remettent en question. Les pilotes qui seront entraînés à survoler les collines de l'Europe de l'Est et l'Union soviétique à la base de Goose Bay donnent à ce pays une bonne raison de craindre qu'on ne les attaque les premiers. Même si on croit qu'il est bon que l'ennemi craigne d'être attaqué le premier, tout le monde sait que la réaction naturelle à cette peur est de frapper le premier. Autrement dit, si nous croyons que l'Union soviétique à l'intention d'attaquer notre pays, nous risquons que cette attaque se déclenche plus tôt que prévu si nous poursuivons le plan provocateur et menaçant appelé offensif en profondeur et si nous formons nos pilotes en vue de l'exécuter. Cela s'applique aussi à la présence des missiles Pershing et des missiles de croisières installés en Europe à 10 ou 12 minutes de vol de Moscou ou de toute autre cible, selon leur emplacement.

Aucune menace de ce genre ne pèse sur l'Amérique du Nord. Il est difficile d'imaginer ce que c'est que de vivre dans un pays qui a déjà été envahi deux fois, de mémoire d'homme, par les armées de l'Occident, soit par ceux que nous appelions les alliés et par un pays que nous appelions l'ennemi mais dont une partie de l'armement lui était fourni à cette fin par les sociétés américaines surtout. On menace maintenant de détruire leurs grandes villes en quelques minutes. Rien ne permet de penser que les citoyens de ce pays soient intimidés au point de vouloir se rendre. Ils ont plutôt pris une initiative extraordinaire équivalente à un désarmement nucléaire unilatéral. C'est le seul nom qu'on puisse donner au moratoire sur les essais puisque les États-Unis affirment que la suspension de ces essais les affaiblirait sur le plan militaire, pour citer le président Reagan. L'Union soviétique est prête à accepter d'interrompre pendant un an ses essais nucléaires pour inviter les États-Unis et leurs alliés, comme le Canada, à conclure un accord visant à mettre complètement fin à de tels essais. Le discours du trône n'en fait malheureusement pas mention.

Le débat se poursuit dans toutes les villes du Canada non seulement dans les foyers, dans les églises et dans d'autres lieux publics mais même dans les conseils municipaux. L'Assemblée législative de l'Ontario en discutera d'ici quelques semaines. Elle étudiera une motion visant à faire de l'Ontario